

COVID-19, UN DÉFI POUR L'ENSEIGNEMENT

La pandémie du coronavirus

Augustin KALUBI, S.J.,
Directeur du Centre
Loyola d'Éducation
et de Formation (CLEF)
pour la remise à niveau
des enseignants ;
Assistant aux
éditions Loyola pour
la publication des
manuels scolaires.
kalubi@jesuits.net

Depuis novembre 2019, la pandémie du coronavirus, appelée la covid-19, a pris d'assaut le monde comme un dictateur écrasant et meurtrier. Découverte officiellement en novembre 2019 dans la province de Hubei au centre de la Chine, la covid-19 s'est répandue dans toute la région de Wuhan. C'est le 15 janvier 2020 que la Chine a reconnu le risque d'une contamination très rapide du virus. En moins de trois mois, le virus avait gagné les cinq continents de la planète. La covid-19 a fauché des vies, des programmes et des économies. Le Cardinal Robert Sarah, préfet de la congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements, parle de l'économie mondiale effondrée, des bourses dévissées, des vies confinées, des liturgies et des écoles mises en quarantaine, et notre espérance mise à rude épreuve sous la pandémie à coronavirus².

La covid-19 fait penser aux épidémies qui ont emporté des milliers de vies par le passé : la peste bubonique³ (1347-1352), la pandémie du choléra⁴ et la grippe espagnole⁵ (1918-1919). On a cru que la covid-19 serait circonscrite dans l'espace comme ces épidémies, et donc ne serait qu'une affaire pouvant se limiter en Chine ou du moins dans le continent asiatique. La surprise n'a pas permis d'en limiter

2 Robert Sarah, « Cette épidémie disperse la fumée de l'illusion », in *Revue Société – valeurs actuelles*, 9 avril 2020, p. 14.

3 La peste bubonique a tué de 30 à 50% des Européens en cinq ans (1347-1352), faisant environ 25 millions de victimes.

4 La 7^e pandémie de choléra a démarré en Asie en 1961, a atteint l'Afrique en 1971, puis les Amériques en 1991. Selon les estimations de l'Organisation Mondiale de la Santé, il y a chaque année de 21.000 à 143.000 décès dus à la pandémie dans le monde.

5 La pandémie de la grippe espagnole a fait entre 20 et 50 millions de morts en un an (1918-1919), soit entre 2 à 5% de la population mondiale après la première guerre mondiale.

les dégâts. L'Occident se croyait à l'abri mais son système de santé performant a pourtant été débordé. La faiblesse et la vulnérabilité des tout-puissants ont été criantes face à cette pandémie.

Même les pays les plus industrialisés du monde sont tombés dans le filet du coronavirus de la manière la plus dramatique avec des conséquences dévastatrices sur le plan socioéconomique. On a vu les grandes puissances fermer leurs frontières, leurs industries, leurs stades et leurs services publics. Une telle initiative a comme conséquence directe d'impacter sur les productions, les importations et exportations, sur les vies des familles mises en chômage, et donc sur les économies des pays. Mais ceci a été vu comme un moindre mal face au plus puissant ennemi invisible, la covid-19. En dépit de ces mesures, le nombre de décès sous le coronavirus n'ont fait que s'accroître de jour en jour pendant près de cinq mois.

L'insécurité sanitaire est apparue plus grave au niveau mondial à cause de la difficulté à découvrir rapidement un médicament efficace susceptible de guérir tous les patients atteints du coronavirus, que l'on disait prendre plusieurs formes selon les pays ou les contextes climatiques ou atmosphériques. Dans l'attente d'un médicament universellement efficient et d'un vaccin définitif pour prévenir le virus, des mesures de riposte contre son expansion ont été mises sur pied pour barrer la route à la propagation du coronavirus. La Chine, en premier, a mis la métropole de Wuhan en quarantaine le 24 janvier 2020 et procédé aux dépistages massifs. Cette mesure prise en Chine s'est avérée efficace puisqu'elle a préservé le reste du pays, notamment les villes de Pékin (capitale politique du pays) et de Shanghai (capitale économique du pays).

L'expérience de la Chine a poussé à affiner les mesures barrières pour limiter la mobilité de la covid-19. Ces mesures se résument en quelques points : confinement des populations, port des cache-nez, hygiène des mains, distanciation sociale, dépistage pour tous, isolement et soins pour les cas testés positifs. La distanciation sociale consiste entre autres à éviter des rassemblements et des attroupements pour maintenir une distance d'un mètre entre individus. Ainsi, par exemple, le match de football qui a opposé le club Atalanta de Bergame (Italie) à celui de Valence (Espagne) au stade San Siro de Milan, le 19 février 2020, s'est avéré, une semaine plus tard, comme une bombe biologique qui a déversé le coronavirus sur la Lombardie, étant donné que cette mesure-barrière n'était pas encore d'actualité en Italie, au moment de ce match.

Précarité de l'enseignement en ligne

La covid-19 a imposé au monde entier la fermeture des établissements d'enseignement, comme conséquence des mesures barrières prises pour contrer la transmission du virus. Les établissements d'enseignement sont, en effet, des lieux très propices à la propagation du coronavirus puisqu'il est difficile, voire impossible, d'y obtenir le respect strict des mesures barrières pendant que la pandémie n'est pas maîtrisée.

Ainsi, pendant près de quatre mois, des milliers d'apprenants n'ont pas pu fréquenter leurs salles de classe et auditorios. La covid-19 a mis à genoux tous les systèmes éducatifs des pays du monde entier. La situation inédite et critique que traverse ainsi le monde a exigé des initiatives musclées pour redresser l'enseignement dans le contexte de confinement et dans le respect des mesures barrières.

La fermeture des établissements d'enseignement ne signifiait pas forcément l'arrêt des enseignements. La créativité et l'imagination ont poussé à la mise sur pied des stratégies pour continuer les enseignements en mode confinement tout en travaillant pour contrer la contamination par le virus entre les acteurs éducatifs. C'est pour cela que plusieurs états ont mis en valeur l'enseignement en ligne.

Des enseignements ont donc été assurés à distance et cela a été un succès pour les pays et les établissements d'enseignement disposant des outils pédagogiques et technologiques appropriés d'une part, et, d'autre part des enseignants compétents et outillés pour en faire un bon usage en vue d'une éducation de qualité. Les enseignements en ligne signifient que les apprenants et les enseignants ne se retrouvent pas dans une salle de classe ou dans un auditorio pour des cours. Ils sont assurés à distance au moyen des technologies de l'information et de la communication. Les enseignements en ligne favorisent les contacts audio-visuels entre enseignants et apprenants. Les sites web et les courriers électroniques servent aux échanges écrits ou à rendre disponibles les notes des cours pour les étudiants.

Pour les établissements d'enseignement supérieur et universitaire, les enseignements en ligne ont été un grand succès pour des pays et établissements disposant des conditions appropriées. Pour les établissements d'enseignement primaire et secondaire, l'intervention des familles s'est avérée indispensable à l'accompagnement des apprenants. Une telle intervention suppose que les familles (parents ou tuteurs) possèdent des atouts et des compétences requises pour toutes les matières inscrites au programme d'étude de leurs enfants. Certaines familles ont dû porter ce mode d'enseignement comme une corvée en dépit de leur amour sans équivoque et indubitable pour leurs enfants. Les enseignants ont endossé des appels à travers lesquels les familles devraient se recycler elles-mêmes avant de prétendre accompagner leurs enfants.

Dans les deux cas, les enseignements en ligne ont aidé à maintenir le rythme de travail et à éviter de briser l'allure d'une année scolaire ou académique commencée. Mais la covid-19 a réussi quand même à impacter sur la qualité habituelle des enseignements : ne pas voir directement son enseignant lors d'une leçon est un déficit pour un apprenant. Les gestes et les mouvements d'un enseignant dans un local de classe et devant un écran d'ordinateur sont différents pour un apprenant. La liberté d'expression et d'humour pédagogique de l'enseignant est conditionnée par son écran, sans compter tous les parasites qui influent parfois sur la qualité du son ou de l'image. Les irrégularités en fourniture d'électricité dans certains contextes n'ont pas favorisé la concentration des apprenants. Les méthodologies d'enseignement ont dû quitter leurs ornières habituelles d'efficacité.

La participation trop limitée ou même absente des apprenants ne favorise pas un enseignement naturel. L'enseignement virtuel est une épreuve pour les malentendants et les malvoyants. Leurs évaluations ne sont pas aussi objectives qu'elles les auraient été en mode normal d'enseignement. Pour les établissements d'enseignement technique, l'absence des manipulations dans des laboratoires et ateliers est un grave manque à gagner. Les ingénieurs et les médecins par exemple qui seraient diplômés sans avoir effectué des stages professionnels accuseraient des lacunes dans l'exercice de leurs métiers. La compétence et la pertinence des apprenants dans la pratique restent déficients puisque leurs théories doivent toujours être conciliées avec leurs pratiques. Cet effort de conciliation de ces deux dimensions d'enseignement n'a pas été possible à tous les enseignements en ligne pendant le confinement.

Certes, ce mode d'enseignement a servi au moins à montrer au coronavirus qu'il n'a pas tout-à-fait réussi à tout faire effondrer. Mais le retour assez rapidement aux salles de classe et auditoriums au déconfinement progressif a révélé la précarité de ce mode d'enseignement provisoire. L'enseignement en ligne reste important dans la mesure où il vient compléter l'enseignement habituel. Il ne suffit pas à lui-seul pour assurer la qualité de la formation technique. Faut-il encore que les droits des usagers des logiciels d'enseignement en ligne soient protégés et garantis.

Pour les pays à revenus limités ou plutôt qui ne se sont jamais préparés à l'enseignement en ligne, la fermeture des établissements d'enseignement équivalait purement et simplement à l'arrêt des enseignements au coup de sifflet de la covid-19. En RD Congo où les outils de nouvelles technologies ne sont pas une évidence pour toutes les écoles, le ministre de l'enseignement primaire, secondaire et technique a même tenté d'organiser des enseignements par la télévision et par la radio, comme enseignement à distance inscrit en gras dans la loi-cadre⁶ de l'enseignement dans le pays.

6 Loi-cadre N°14/004 du 11 février 2014, article 18. L'enseignement en ligne est une minuscule ligne

Mais l'analyse préalable des stratégies pour un tel enseignement n'a pas été faite. Le pays organise plusieurs sections et options, plusieurs classes et niveaux d'enseignement, plusieurs disciplines d'enseignements pour différents sections, options, niveaux et classes. Le pays ne dispose pas de tant de chaînes de télévision et de radio susceptibles d'être monopolisées pour dispenser ce type d'enseignement.

Par ailleurs, ce n'est pas à travers tout le territoire national que la population a accès à la télévision ou à la radio. La fourniture en électricité n'est pas régulière sur l'ensemble du pays, notamment dans les milieux ruraux et semi-urbains. Plusieurs paramètres ont montré que le ministère a emprunté un chemin qui ne menait nulle part mais qui a réussi à témoigner de sa bonne foi. Le projet de cette forme d'enseignement a disparu comme du sel dans une marmite en un laps de temps dès que l'on commençait à parler d'un déconfinement progressif.

Pour tous ces pays et établissements moins préparés à l'enseignement en ligne, la clôture de l'année scolaire ou académique a été comme un atterrissage forcé après la levée de l'état d'urgence. Certains pays ont comprimé les mois perdus d'enseignement pour pouvoir terminer l'année. D'autres ont procédé par des calculs des moyennes pour évaluer les apprenants et décider sur leurs passages de classe. Il n'est pas évident dans ce forcing que les matières non couvertes sous la crise de la covid-19 soient effectivement rattrapées.

La covid-19 a eu raison de tous les systèmes éducatifs de différents pays du monde. Même par le moyen de l'enseignement en ligne, l'éducation n'aura pas maintenu sa qualité habituelle et son efficience.

Rôle enseignant des familles

La déclaration universelle des droits de l'homme insiste sur la place des parents dans l'éducation de leurs enfants.⁷ Les premières années de la vie sont décisives pour la formation de la personnalité des enfants. Il est donc utile que les parents jouissent de leur droit de décider et de diriger l'éducation de leurs enfants.

Dans son document *Gravissimum educationis*, le concile Vatican II accorde une place de choix aux parents, comme premiers et principaux éducateurs de leurs enfants⁸. La charte des droits de la famille renchérit quand elle déclare : « parce qu'ils ont donné la vie à leurs enfants, les parents ont le droit originel, premier et inaliénable de les éduquer »⁹.

dans la loi-cadre de l'enseignement en RD Congo. La loi n'en donne pas les modalités d'application dans l'enseignement ni de formation à ce mode d'enseignement.

7 Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à Paris le 10 décembre 1948 : article 26, alinéa 3.

8 Vat II : *Gravissimum Educationis*, Rome -Saint Pierre 1965, n°4.

9 *Charte des droits de la famille*, présentée par le Saint Siège à toutes les personnes, institutions et autorités intéressées à la mission de la famille dans le monde d'aujourd'hui, 22 octobre 1983 : article 5.

L'expérience sur le terrain montre que plusieurs familles sont éclatées par des crises sociales multiformes. Plusieurs parents sont des hommes et femmes tellement occupés qu'ils n'ont plus assez de temps pour leurs enfants. Certains parents sont des hommes et femmes d'affaire qui sont toujours en dehors de leurs maisons. Plusieurs parents, notamment en Afrique, n'ont pas le niveau intellectuel requis pour participer de façon responsable aux définitions des politiques éducatives de leurs enfants. Les établissements se retrouvent du coup dans le double rôle d'éducateur et de parent.

Le confinement a contraint tous les parents et tous les enfants à rester à la maison. Un virus a fait taire nos rues, nos programmes, nos voyages, nos calendriers et nos lieux de détente. Il nous a fait découvrir nos propres maisons. Les parents ont appris à vivre avec leurs enfants tout le temps et à les connaître de plus près. Ils ont découvert ce que sont vraiment leurs enfants et combien ils ne sont pas outillés à leur venir efficacement en aide pendant la fermeture de l'école sous la covid-19. Les enfants ont pu jouir de la présence et de l'affection de leurs parents. Parents et enfants ont redécouvert les valeurs familiales. Et avec l'enseignement en ligne pour les jeunes enfants, les parents se trouvent face au défi d'encadrement et d'accompagnement de leurs enfants. Ils découvrent le rôle et la place que les états et l'Église leur accordent en matière d'éducation de leurs enfants. Ils découvrent qu'il n'y a plus qu'eux pour parachever l'éducation de leurs enfants, leur formation humaine et spirituelle pour leur éviter le désœuvrement et les occasions de flâner.

L'expérience de crise sanitaire de suite de la covid-19 montre que le monde se trouve dans les turbulences de profonds changements sociaux qui exigent des perspectives conséquentes pour l'avenir, notamment le partenariat entre les parents et les écoles de leurs enfants, la présence secourable des parents à leurs enfants, et la communion familiale qui fasse de la maison un lieu affable. La covid-19 nous apprend que les préoccupations professionnelles et les crises sociales éventuelles doivent faire de nos maisons des lieux préférentiels de nos vies où les parents exercent leur fonction éducatrice. Pour paraphraser Jean de la Fontaine dans sa fable « Le lion et le rat » : quelqu'un n'aurait-il jamais cru qu'un virus microscopique eut rétabli la communion familiale, et que le confinement eut fait retourner vers les choses essentielles à une famille.

Confinement et enseignement en ligne, une tragédie pour l'Afrique

Quand le coronavirus a surgit, les grandes puissances occidentales se sont dits « en guerre contre un ennemi invisible ». Elles ont mis argent, logistique et compétences dans la santé pour faire face à la covid-19. En dépit de cela, leurs systèmes sanitaires performants se sont trouvés débordés face au nombre toujours galopant des personnes atteintes et même

des décès chaque jour sous le coup de la pandémie. L'Italie a bien voulu compter sur la solidarité française mais ne l'a pas trouvée, puisque la France se disait ne pas avoir assez pour elle-même. De grandes personnalités ont été touchées par la pandémie en Allemagne, au Royaume uni et aux États unis d'Amérique.

À voir comment le coronavirus a traité le bois vert (les pays industrialisés), l'Afrique a paniqué par elle-même, se demandant ce qu'il en serait du bois sec (les pays aux économies fragiles et précaires). Le retard que l'Afrique a pris sur l'industrie et la technologie, son économie qui est essentiellement informelle et son style de vie regroupé ne pourraient que favoriser la propagation rapide du virus. Il y avait donc de quoi craindre non seulement des pertes en vies humaines mais aussi la mort même du continent.

Le confinement comme mesure barrière la plus sûre pour empêcher la progression du coronavirus était une épreuve pour l'Afrique dont la majorité de la population vit du pain qui se gagne au jour le jour. Avec le confinement, le nombre de morts pouvait augmenter en Afrique, non pas des suites du coronavirus mais bien de la faim. Les familles africaines mourraient plus rapidement de faim et de manque de moyens de survie que ne les aurait tuées la covid-19. Comme conséquences, plusieurs États ont vite déconfiné leurs populations.

L'enseignement en ligne qui a été comme la meilleure voie pour continuer à assurer l'enseignement en Occident, a plutôt crucifié des milliers d'écoles en Afrique. Disposer d'un ordinateur est un luxe pour un apprenant africain. La compétence en outils informatiques est aussi un luxe pour plusieurs enseignants africains, notamment en milieu rural. Les enseignements et les apprentissages sont devenus coûteux et luxueux pendant le confinement, et même un privilège pour ceux qui disposent des ressources économiques suffisantes pour se doter assez rapidement des outils technologiques et des compétences appropriés pour des enseignements et des apprentissages en ligne. Sans vouloir mettre toute l'Afrique dans le même sac, je puis cependant affirmer que plusieurs pays et établissements d'enseignement en Afrique ne sont pas qualifiés pour participer à la compétitivité internationale en matière d'enseignement et apprentissage en ligne.

La seule manière de sauver l'éducation des jeunes en Afrique pendant le confinement reposait sur les familles puisque tout le monde restait à la maison. Les parents pourraient assurer le cadre de l'apprentissage et parachever l'œuvre commencée à l'école. Si l'Afrique avait gardé des liens avec son mode traditionnel d'éducation, reposant essentiellement sur la responsabilité de la famille, elle aurait surpris le monde en contournant le virus pour préserver son système éducatif. Mais la plupart des parents sont aujourd'hui démissionnaires dans l'éducation de leurs enfants, faisant confiance totale à l'école qui dispose des atouts pédagogiques et psychologiques pour des apprentissages de qualité.

Il faut reconnaître qu'en RD Congo, par exemple, certains parents ont gardé des contacts avec les écoles de leurs enfants pendant l'état d'urgence. Ils se sont fixés un jour de semaine avec l'école pour aller chercher des devoirs couvrant la semaine pour leurs enfants et déposer les devoirs précédents, dans le respect des mesures barrières contre la covid-19. De cette façon, les familles elles-mêmes ont accompagné leurs enfants, parfois avec recours tutoriel. Les apprenants de telles écoles et familles n'ont pas beaucoup perdu pendant la crise de la pandémie. Les familles ont ainsi contourné les enseignements et apprentissages en ligne dont elles ne disposaient d'aucun moyen pour faire face. Mais l'absence de contact visuel des apprenants avec leurs enseignants révèle la précarité même de ce mode d'enseignement par rapport aux vrais enseignements en ligne et par rapport à l'enseignement ordinaire.

La gratuité de l'éducation de base après la covid-19 en RD Congo

Il est certes prétentieux et même hasardeux de parler de l'après covid-19. Des voix clament que le monde devra apprendre à vivre avec le coronavirus comme il vit avec d'autres gripes et pestes saisonnières contre lesquelles il a appris à se protéger. Il est cependant réaliste d'affirmer qu'avec le respect des mesures barrières, le coronavirus ne causerait plus une crise sanitaire de si grande envergure.

Les apprentissages et enseignements classiques reprennent donc leur cours normal en dépit de la présence permanente du virus dans les entourages. Mais, en RD Congo, les défis relatifs à la gratuité de l'éducation de base que la crise de la covid-19 avait fait oublier rebondissent avec véhémence. L'absence de salaire pour les enseignants nouvellement engagés et l'absence de salaire décent pour les enseignants anciennement engagés pendent comme l'épée de Damoclès sur la date de reprise des cours pour la nouvelle année scolaire. Et il n'est pas évident que la RD Congo qui n'a pas pu accompagner les mesures de la gratuité quand son principe a été appliqué le fasse après la covid-19.

En effet, la covid-19 a imposé aux États la fermeture de leurs frontières et le confinement de leurs populations pour les contraindre à rester à la maison. Une telle mesure a un impact direct sur les caisses des États, sur le pouvoir d'achat des populations et donc aussi sur la qualité de vie de ces dernières. Si les grandes puissances parlent de diminution des effectifs des salariés, l'Afrique, elle, parlera de l'accroissement du taux de chômage de ses populations. Dans un tel contexte économique des populations, la gratuité de l'éducation de base devient plus que salutaire pour les familles non salariées ou mal payées.

Mais la RD Congo n'est pas épargnée de la tragédie mondiale liée à la covid-19. Les conséquences économiques qui frappent le monde entier

n'épargnent pas la RD Congo. Le pays n'a pas fait des recettes pendant l'état d'urgence sanitaire. Il doit cependant couvrir toutes les dépenses de ses structures et institutions. Il est bien possible qu'en attendant que les recettes se stabilisent, les salaires des enseignants et des fonctionnaires de l'État s'amenuisent et les dépenses de l'éducation moins financées. Le principe de la gratuité risque de devenir une épreuve pour l'État.

L'expérience de l'application du principe de la gratuité en septembre 2019 a révélé l'avantage de soulager les parents de tous les frais de scolarité, de revaloriser la dignité de l'enseignant et de donner accès à l'éducation de base même aux enfants issus des familles démunies, notamment celles du milieu rural où les effectifs d'élèves dans les locaux de classe ont plus que doublé.

Mais l'application du principe de la gratuité a aussi créé de graves failles qui ont touché à la qualité de l'éducation et à la justice sociale : plusieurs écoles, sections et classes sont restées non mécanisées¹⁰ ; plusieurs enseignants enregistrés sont restés impayés, les paliers promis pour améliorer les salaires des anciens enseignants n'ont pas été réalisés, les zones salariales n'ont pas été supprimées ; les écoles n'ont pas reçu de frais de fonctionnement conséquents et réguliers ; les classes devenues pléthoriques n'ont pas été dédoublées, les nouvelles écoles pour accueillir les apprenants que la gratuité a sauvés n'ont été ni construites ni équipées, etc. L'état d'urgence sanitaire dans le pays et la fermeture des écoles ont évité des désagréments à l'appareil éducatif de la RD Congo.

Si, en temps normal, la RD Congo n'a pas réussi à gérer l'application du principe de la gratuité dans l'enseignement de base, on peut se demander ce qu'il en sera avec les conséquences de la covid-19 dans le pays. L'État doit prendre des mesures extrêmement rigoureuses pour maximaliser ses recettes afin de faire face aux conséquences économiques de la covid-19 et de l'application du principe de la gratuité. Et cela est possible en RD Congo.

10 Les écoles, sections et classes qui fonctionnent effectivement dans le pays et qui éduquent les enfants du pays mais qui ne sont pas pris en compte par le Pouvoir organisateur de l'enseignement.

Conclusion

La covid-19 a été comme une sonnette d'alarme aux systèmes éducatifs des états du monde qui se sont adaptés pour assurer des apprentissages dans le confinement. Des pandémies meurtrières ont eu lieu dans le passé et n'épargnent pas l'avenir. L'enseignement appelle de nouvelles perspectives et orientations. L'enseignement en ligne doit se perfectionner et se performer pour mieux se marier avec les méthodes classiques d'enseignement ; pour maintenir la qualité des hommes et femmes formés. Le souhait est que les chercheurs trouvent assez rapidement des médicaments et vaccins susceptibles de protéger les populations de la covid-19 dans le système classique d'enseignement pour que les interactions entre enseignants et apprenants et entre apprenants eux-mêmes ne soit plus un danger.

Mais les États africains doivent faire de l'enseignement à distance une réalité d'une part, et, d'autre part le perfectionner pour mieux le combiner avec le mode classique d'enseignement. La pertinence et la qualité de l'enseignement aujourd'hui résident dans l'usage de deux modes de transmission des connaissances et des compétences. Quant à la RD Congo, l'assainissement des questions relatives à la motivation du personnel enseignant et aux infrastructures (immeubles, meubles et équipements) des établissements d'enseignement public devrait préoccuper au plus haut point le pouvoir organisateur de l'enseignement afin d'y appliquer le principe de la gratuité de l'enseignement de base et développer les enseignements en ligne. ■